

DOUZE ANS DE DÉSASTRE DES OCCIDENTAUX AU KOSOVO ET DANS LE MONDE

C'est tout un symbole de constater que trois guerres apocalyptiques sur quatre, menées au cours des douze dernières années par les Occidentaux, plus ou moins solidaires, d'abord contre la Serbie en 1999, puis contre l'Irak en 2003, enfin contre la Libye en 2011, ont été déclenchées au début du printemps; seule la guerre d'Afghanistan ayant été lancée en automne 2001. Comme si les décideurs de ces criminelles entreprises se plaisaient à transformer en deuil la fête de la nature, semant la mort et la désolation en plein réveil de la vie, obscurcissant par des myriades de leurs oiseaux de mort le pur ciel et le radieux soleil printaniers vers lesquels tendent les créatures. De même qu'en ce printemps 2011 où les bombes de l'OTAN ne cessent de tomber sur la Libye, elles s'abattaient tout au long du printemps 1999 sur la Serbie, touchant indistinctement les objectifs militaires et civils, les habitations, les écoles, les hôpitaux, les immeubles administratifs, les centrales électriques, les stations d'épuration d'eau, les trains et les autobus en marche, les usines, les voies ferrées, les ponts, voire les monuments historiques, les églises, les cimetières, les parcs nationaux. Le spectacle qui s'offrait le plus souvent était celui des immeubles éventrés, de corps déchiquetés, carbonisés, réduits en cendres ayant encore la forme humaine, ou celui de gens hagards, désespérés errant dans les ruines.

Et ce brigandage sur la Serbie, cyniquement baptisé *Merciful Angel* (ange miséricordieux) devait se poursuivre durant 78 jours et nuits, sans être interrompu même le jour de Pâques, provoquant des milliers de morts et de blessés, ainsi que la terreur des populations, la destruction des biens matériels se chiffrant à des dizaines de milliards de dollars, la contamination de l'environnement par l'uranium appauvri et d'autres matières toxiques. A ces grondements de l'apocalypse s'ajoutait le vacarme de la géhenne de la propagande médiatique déchaînée justifiant et vantant tous ces effroyables méfaits comme autant de glorieux exploits. Dans le même temps, les hommes d'Etat beuglaient à l'unisson qu'ils ne faisaient pas la guerre au peuple serbe, mais à Milosevic. Tout comme on entendra la même rengaine au sujet de Saddam Hussein en 2003 et actuellement à propos de Kadhafi.

Quelle faute inexpugnable, quel crime affreux avait commis la Serbie, comptant une huitaine de millions d'âmes, pour être si cruellement châtiée par la plus grande coalition militaire de l'histoire, regroupant sept à huit cent millions d'hommes et disposant de moyens militaires, économiques et médiatiques illimités? Avait-elle porté le moindre tort à une seule parmi la vingtaine de nations composant la fautive Alliance? Disposait-elle d'armes de destruction massive ou bien devenait-elle le terreau du fascisme qu'il fallait étouffer dans l'œuf, comme le soutenait certains de ces inhumains humanistes parisiens dont Jacques Julliard, dans son ouvrage *Ce fascisme qui vient ?*

Pas la moindre ombre de tout cela, bien évidemment! Tout ce dont la Serbie avait été coupable, ce fut de tenter de juguler la rébellion armée d'une fraction de la population albanaise dans la province du Kosovo où elle avait développé une splendide civilisation au Moyen-âge et où se décida, lors de la fameuse bataille avec les Turcs en 1389, son sort pour des siècles. En fait, il s'agissait de la dernière phase d'un contentieux entre Serbes et Albanais qui remontait précisément à l'époque de la conquête turque des Balkans et à la conversion massive des Albanais à l'islam, la religion de l'occupant, ce qui les favorisa par rapport aux Serbes demeurés fidèles à la foi chrétienne. En tant que bras armé de la Turquie dans la région, les Albanais furent autorisés et même incités à se répandre par des moyens violents, tels que les massacres, les exodes, l'albanisation forcée des Serbes, sur la terre de Kosovo et de Métochie, en en devenant ainsi majoritaires.

Une fois rompus à l'art de se mettre au service du plus fort et d'en recevoir la récompense, les Albanais poursuivirent la même stratégie sous la tyrannie fasciste et communiste, en attendant la tyrannie droit-de-l'homme mondialiste, pour parachever leur emprise quasi-totale sur le Kosovo, la Jérusalem serbe. Suite à la désintégration de la Yougoslavie en 1992 et, malgré la pleine autonomie dont ils bénéficiaient au sein de la Serbie, les Albanais firent sécession, recourant d'abord au boycott des institutions d'Etat, puis aux actes terroristes sanglants perpétrés par la soi-disant armée de libération du Kosovo, la redoutable UCK..

Et alors que les forces de police et de l'armée serbes, en ce début de l'année 1999, avaient pratiquement neutralisé cette organisation qualifiée de terroriste seulement un an plus tôt par l'envoyé du gouvernement américain dans les Balkans, Robert Gelbart, on se mit à la soutenir et exalter ses membres comme des combattants de la liberté. On extrapola, en présentant dans les médias l'opération des forces serbes comme un génocide en cours, en même temps qu'on dévoya l'antagonisme historique entre deux peuples, en une affaire idéologique, celle des droits de l'homme et de la démocratie dont les Albanais auraient été respectueux, contrairement aux Serbes qui en auraient été les violeurs.

Tandis que les autorités serbes s'efforçaient de juguler la terreur de l'UCK qui faisait rage au Kosovo, on se livra à une supercherie télévisuelle en présentant une quarantaine de cadavres de rebelles ayant péri dans l'affrontement avec les forces serbes dans le village de Racak, le 15 janvier 1999, comme étant des victimes civiles. Il fallait provoquer l'indignation générale et trouver une justification à la guerre. L'ordonnateur de ce macabre spectacle fut le chef de la Mission internationale d'observateurs au Kosovo, le sinistre William Walker qui avait fait ses preuves dans nombre de sales besognes dans plusieurs pays d'Amérique Centrale. Les Albanais sachant être redevables à leurs bienfaiteurs, une avenue à Pristina porte aujourd'hui son nom, tout comme un boulevard porte le nom de son patron Bill Clinton et une place celui de Madeleine Albright.

En fait, les humanitaristes de l'Ouest ne voulaient à aucun prix laisser échapper leur proie ni une occasion idéale d'assouvir enfin la soif du mal qui les habitait, puisque leur vœu le plus ardent durant des années était de bombarder les Serbes. Ceux-ci, à leurs yeux, étaient coupables de tous les maux de l'ex-Yougoslavie, alors que tous les autres, les Croates, les Slovènes, les Bosniaques et les Albanais, les vrais responsables du drame yougoslave, en étaient exonérés et passaient pour des êtres pacifiques, démocrates, respectueux des droits de l'homme, et qui n'auraient jamais au cours de l'histoire causé le moindre tort aux Serbes. C'est sur cette grossière simplification à laquelle s'ajoutait l'ignorance, que les médias avaient fait porter leur choix et dans la voie duquel ils allaient désormais marcher. Il n'y avait dorénavant de cause plus sacrée sous le ciel que de secourir les civilisés albanais contre les barbares serbes !

Quant à l'OTAN, elle se trouvait, depuis la chute du mur de Berlin en 1989, depuis la dissolution du pacte de Varsovie et l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, en manque d'adversaire et en pleine mutation d'une alliance défensive en une alliance offensive en vue de l'établissement de l'hégémonie des Etats-Unis et, à leur traîne, de l'Europe, sur le monde. L'incurable russophobe Zbigniew Brzezinski en avait développé les grandes lignes dans son *Grand échiquier*, paru en 1997. Il fallait d'urgence à l'OTAN un ennemi, fût-ce une victime, pour justifier sa raison d'être, pour affirmer sa crédibilité et se faire redouter, ce qui s'accordait parfaitement avec l'impatience des bonnes âmes de s'abreuver des malheurs serbes. Ainsi, les pourparlers de Rambouillet en février-mars 1999, où l'on posa à la Serbie la condition impossible d'accepter que son territoire soit purement et simplement occupé par les forces de l'OTAN, ne furent qu'une mascarade préluant à la guerre envisagée et planifiée de longue date.

Il faut dire que derrière les motivations humanistes, démocrates et droit-de-l'hommistes ostensiblement affichées, s'en cachaient d'autres beaucoup moins louables, voire réellement sordides, tant il est vrai que l'on peut parer les pires abominations par de plus hautes vertus. D'abord, le président étasunien, Bill Clinton, empêtré dans les mensonges sur ses relations avec sa stagiaire Monica Lewinsky, et ayant échappé de justesse à l'*Impeachment* au Congrès, voulait redorer son image universellement ternie, en se muant soudain de vulgaire libertin en archange de la morale internationale. Il se peut que, lorsque le Maître du monde prit la décision de bombarder la Serbie afin de voir fleurir sur ses ruines la démocratie et les droits de l'homme dans les Balkans, son cerveau eût été encore embué par la fumée du fameux cigare qu'il plongeait, avant de le déguster, dans la partie la plus intime du corps de la stagiaire. A un moment, alors que les Serbes faisaient admirablement face au fléau, il proféra que les bombardements devraient se poursuivre pendant de longs mois, s'il le fallait.

Il ne pouvait avoir, dans ce dessein de se racheter de ses turpitudes aux yeux de l'opinion, de meilleur soutien qu'en la personne d'une femme âgée, trapue et obèse à la figure dont nulle cosmétique ne pouvait dissimuler le peu d'attrait, mais maladivement belliciste. Au point que,

quelques années auparavant, alors qu'elle était ambassadrice américaine à l'ONU, elle avait admonesté le général Colin Powell, chef d'état-major de l'armée américaine, en lui lançant: à quoi bon disposer de tant de puissance militaire dont on parle tout le temps, si on ne l'emploie jamais! C'est également sur sa proposition au Conseil de sécurité que fut créée, en 1993, l'inquisition antiserbe de La Haye, dite Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Au début de son deuxième mandat en 1997, Clinton la nomma secrétaire du Département d'Etat où elle donnera pleine mesure à ses talents, notamment avec la guerre du Kosovo.

Le lecteur l'a sans doute deviné: il s'agit de Madeleine Korbelt Albright qui, en même temps que par des ardeurs guerrières, était mue, malgré son âge avancé, par d'autres ardeurs, si bien que sa vertu ne tarda à succomber au *good looking* chef de l'UCK, Hashim Thaci. La fameuse scène où devant les caméras elle fond dans les bras de l'Albanais, n'est que trop éloquente, certes, mais aussi le propre aveu de l'intéressée selon lequel Thaci était la seule personne qui pouvait entrer dans sa chambre à coucher sans s'annoncer.

En tout cas, parfaite incarnation de la communauté internationale au propre et au figuré, elle s'employa à entraîner celle-ci dans la guerre contre les Serbes, et en devint même l'âme damnée. Son origine tchèque juive, le martyre que les Serbes et les Juifs avaient subi dans la Croatie oustachie, l'engagement des Albanais du côté de l'Allemagne nazie, le salut qu'elle devait aux Serbes, son père étant diplomate à Belgrade en 1941, qui l'aidèrent avec sa famille à échapper aux camps de la mort allemands, ne constituèrent qu'une quantité négligeable devant sa soudaine compassion envers les pauvres Albanais et son ambition de contribuer à ce que la puissante Amérique, dans sa mission de répandre la démocratie sur la planète, trouve des appuis dans les Balkans, notamment dans le groupement terroriste albanais au Kosovo. Si bien que, lorsque, le dos au mur, le gouvernement serbe se montra prêt à accepter l'installation d'une base militaire américaine au Kosovo, elle refusa, persistant dans son option guerrière et justifiant ainsi pleinement le qualificatif *bombing Albright*, que la presse américaine elle-même ne tarda pas à lui attribuer.

C'est ainsi que l'OTAN s'engouffra dans la brèche ouverte par l'Histoire entre Serbes et Albanais, agissant en glaive, pire encore, en mercenaire de ces derniers. Mises à part les frappes relativement brèves que l'Alliance effectua sur les Serbes de Bosnie au début de l'automne 1995, c'est au Kosovo que l'OTAN passa le Rubicon, en s'arrogeant désormais le droit d'intervenir hors des limites fixées par sa Charte fondatrice et en débutant la suite des guerres précitées, dans l'attente d'autres. Initiée et développée grandement en Bosnie, notamment avec la fable des camps de mort et de viol serbes, avec les massacres télévisuels de Sarajevo, puis avec le "génocide" de Srebrenica, c'est pourtant au Kosovo que s'élabora définitivement et à grande échelle la stratégie maudite qui depuis ne cesse d'être appliquée en produisant partout des ravages.

Elle consiste, suivant l'ancien précepte *divide et impera*, à semer la discorde, à allumer une ethnie contre une autre, à monter la minorité contre la majorité, à soutenir une poignée d'opposants, à exacerber les antagonismes du passé, au lieu de les calmer, à attiser les mécontentements, à contester les résultats électoraux, bref à créer les conditions du chaos au sein d'un Etat, pour pouvoir crier à la catastrophe humanitaire, à la répression, à l'apartheid, voire au génocide afin de trouver le prétexte pour voler à la rescousse de ses protégés à l'aide des bombes dont les détonations accompagnent le déchaînement des média-mensonges. Le but ultime étant d'installer un régime d'obédience, d'établir son influence, de disposer des richesses du pays et d'utiliser son territoire comme un point stratégique en vue d'autres conquêtes.

Si l'on excepte l'art sacré et l'épopée kosoviens naturellement serbes qui font partie intégrante du patrimoine de l'humanité, le Kosovo, qui était jusqu'alors essentiellement une question serbo-turco-albanaise, a acquis depuis 1999 une dimension mondiale, universelle, voire cosmique vu le branle-bas qu'il a provoqué dans l'univers. Comme s'il était dans les desseins de la Providence que le mal du monde se révélât précisément sur la terre du Kosovo qui, avec ses mille trois cents monastères, églises et chapelles, fut en réalité un vaste temple du Christ dont on s'apprêtait à célébrer le deuxième millénaire. En effet, les guides de l'Occident chrétien ne trouvèrent rien de mieux pour le faire que d'y écraser sous les bombes, ainsi que dans toute la Serbie, les fidèles et les sanctuaires du Christ pour le compte des apostats du Christ, multiséculaires ravageurs du

Kosovo !

Désormais l'OTAN devait continuer à rimer avec Satan. Sans évoquer l'Afghanistan et l'Irak, il suffit, pour s'en persuader, de considérer les ravages opérés depuis deux mois en Libye, le pays le plus prospère du continent africain : des milliers de morts et de blessés sur place auxquels s'ajoutent ceux qui, sur des embarcations de fortune, fuyant l'enfer, périssent en mer; le bouleversement cataclysmique de la vie des populations, la fuite d'environ un million de travailleurs étrangers de toutes les catégories contraints de quitter le pays et s'entassant dans des camps installés dans les pays voisins en attendant de pouvoir regagner les leurs; l'anéantissement de biens matériels immenses réalisés pendant un demi-siècle; la contamination de l'environnement par les particules mortelles de l'uranium appauvri; la destruction de la couche d'ozone par le vol des centaines de bombardiers de l'OTAN au-dessus de la Méditerranée en ajoutant le risque de voir les champs pétroliers s'enflammer et cette partie du monde étouffer sous des nuages apocalyptiques. Sans parler du coût que supportent les pays engagés dans la guerre, ni de la pollution par les mensonges déversés jour et nuit à travers les médias, de l'âme de centaines de millions de gens, en particulier en Europe et en Amérique, ainsi que dans le monde arabe. L'enfer libyen, tout comme l'enfer serbe, afghan et irakien, attend son Dante qui n'aura rien à inventer, mais à qui il suffira de copier la réalité, celle-ci dépassant la fiction, pour reprendre le mot célèbre de Dostoïevski.

C'est pourquoi, aujourd'hui, force est d'établir un bilan de ces douze années écoulées, en même temps que d'engager une réflexion tant en ce qui concerne la situation sur place qu'en ce qui concerne la tournure qu'a prise la politique de la fameuse communauté internationale, autrement dit les Occidentaux avec en tête l'Amérique ayant usurpé ce rôle, dans le sillage sanglant du Kosovo. De prime abord, on peut affirmer qu'il n'y a pas de quoi pavoiser, bien au contraire : le bilan est des plus catastrophiques de sorte qu'on peut parler de cette période comme de douze années de désastre des Occidentaux au Kosovo, et ailleurs dans le monde où ils ont cherché à appliquer la stratégie kosovienne. Mais, pour dresser ce bref panorama, procédons par l'évocation des événements en suivant l'ordre chronologique.

S'étant mêlé d'un conflit historique multiséculaire entre Serbes et Albanais, l'OTAN, du haut du ciel, a mis la Serbie à feu et à sang près de deux mois et demi durant, provoquant une orgie dévastatrice. Embourbée dans ses crimes qui commençaient à choquer l'opinion occidentale elle-même, l'OTAN signa, le 9 juin 1999, sous une tente à Kumanovo, un cessez-le-feu avec les Serbes, prévoyant le retrait de leurs forces de la province et son occupation par les troupes de l'OTAN dans le cadre de la résolution 1214 du Conseil de sécurité, qui fut votée peu avant. Elle garantissait la souveraineté de la Serbie sur la province du Kosovo sous l'égide des troupes de l'OTAN, la KFOR (*Kosovo Force*), afin d'assurer la paix et la sécurité de tous les habitants de la province jusqu'à la mise en place de l'administration de l'ONU. Celle-ci prit corps dans la mission de l'UNMIK (*United Nations Mission in Kosovo*), à la tête de laquelle fut nommé Bernard Kouchner ainsi récompensé d'avoir été l'un des principaux auteurs de guerre contre les Serbes, aussi bien en Croatie et en Bosnie qu'au Kosovo.

Néanmoins, deux jours après la signature des accords de Kumanovo, le 11 juin, le monde se trouva un moment au bord de l'abîme: les unités russes commandées par le général Léonid Ivachov, faisant partie des casques bleus en Bosnie, traversèrent la Drina et descendirent au Kosovo où, devançant les troupes de l'OTAN, elles occupèrent l'aéroport de Pristina. Le général Wesley Clark, commandant de l'OTAN, envisagea de les bombarder, mais en fut dissuadé par son adjoint, le général britannique Michael Jackson qui déclara n'avoir aucune intention de déclencher une troisième guerre mondiale. L'affaire finit par être résolue au niveau diplomatique. Cependant, loin d'assurer la sécurité de la population serbe, la KFOR, soit par incurie, soit intentionnellement, l'abandonna aux mains de l'UCK et de la population albanaise qui se mirent à assassiner les Serbes, à les enlever pour les conduire dans les camps en Albanie, à forcer environ un quart de million d'entre eux à l'exode, à piller leurs biens, à profaner et détruire leurs églises et leurs cimetières. Et c'est au milieu de ce désastre, s'y ajoutant la pollution du pays du fait de l'emploi des armes à l'uranium appauvri, que Bernard Kouchner s'écriait: "*L'Europe est née au Kosovo, celle des droits de l'homme, celle que nous aimons*". Un autre humaniste redoutable, Bernard-Henri Lévy renchérissait: "*Merci aux avions de l'OTAN, ce sont des avions de la liberté*

et de la démocratie.“ Vu les ravages qu’ils font aujourd’hui à son instigation en Libye, on imagine le philosophe dans l’état d’extrême extase.

Devant les malheurs spectaculaires des Serbes et la dévastation du Kosovo par les Albanais sous l’œil indifférent des troupes otanesques d’occupation, la classe politico-médiatique de l’Ouest se gaussait, quand elle ne ricanait pas, n’ayant d’autres mots que celui-ci : “Les Albanais se vengent“ Comme l’écrivait l’un de ses spécimens, Alexandre Adler, lors de l’exode d’un quart de million de Serbes de la Krajina, en août 1995, soutenant dans son *Courrier international*, qu’il ne fallait avoir aucune pitié envers les civils serbes. Quant à Kouchner, il fut promu héros national kosovar, comme le titrait avec condescendance *Le Monde* à l’époque. Ce fut pour peu qu’il ne portât de l’ombre au grand Skanderbeg qui, d’ailleurs, était d’origine serbe.

En cette même année 1999, fut entreprise, près de la ville d’Urosevac au Kosovo, la construction de la gigantesque base militaire américaine Bondsteel, qui devait abriter la garnison de plusieurs milliers d’hommes, considérée comme une étape de plus sur le chemin de l’encerclement de la Russie. Certains yeux se dessillèrent enfin sur le caractère altruiste de l’engagement des Etats-Unis dans l’affaire du Kosovo, d’autres demeurèrent dans leur cécité. Parallèlement à cette implantation, l’UCK fut transformée en *Corps de Protection du Kosovo*, alors que ses anciens chefs, tels Hashim Thaci, Agim Ceku, Ramus Haradinaj et d’autres, se métamorphosèrent en interlocuteurs valables et viables, en démocrates, en politiciens respectables. Quelques 80.000 Serbes qui réussirent à se maintenir dans la province, se trouvèrent désormais enfermés dans des enclaves, véritables ghettos entourés de barbelés, leurs habitants ne pouvant se déplacer, ni même les enfants se rendre à l’école, que sous l’escorte des soldats de la KFOR qui finalement leur offrit quelque protection.

Telle fut, très brièvement, l’abomination qui vit le jour suite au banditisme humanitariste de l’OTAN dans les Balkans, et qui en même temps s’avéra la première guerre de l’Alliance depuis sa création en 1948. Faute d’adversaire, l’Union soviétique n’existant plus, elle s’en était trouvé un, en fait une victime, pour se livrer à une démonstration de sa puissance, à des manœuvres in vivo afin d’asseoir sa crédibilité et se montrer dorénavant redoutable pour quiconque serait tenté d’en contester la politique d’expansion en vue de la domination du monde. Cependant, bien davantage que la défaite des Serbes, c’est une gigantesque défaite morale de l’Occident qui se produisit au Kosovo.

Il faut être armé de la foi de Job pour pouvoir croire, après cette abomination, à des valeurs telles que la démocratie, les droits de l’homme, etc., tant prônées par les élites de l’Ouest et si effrontément bafouées par elles au Kosovo. Pire encore, avec la quantité de maux qui fut alors vomie dans l’univers, les hurlements s’unissant aux grondements de l’apocalypse, les mots meurtriers aux armes destructrices, c’est le bourreau incurable en l’homme qui y apparut ! Tel que l’avait dévoilé le génie de Dostoïevski. Et on eût franchement désespéré de la créature humaine, si précisément de tels génies, et dans les domaines les plus divers, ne la rachetaient pas en démontrant qu’elle était capable d’autre chose aussi. Du reste, quelques consciences qui s’étaient levées de par le monde, alors que l’horreur de l’OTAN battait son plein, le prouvèrent, en dépit du peu d’accès qu’elles eurent aux grands médias.

Puisque les caciques de l’Occident, Clinton, Blair, Schröder et Chirac, avec la valkyrie Albright en tête, s’étaient jurés d’avoir la peau de Milosevic, ce fut chose faite: le 5 octobre 2000, suite aux résultats électoraux contestés, le régime de Milosevic fut renversé lors de manifestations organisées par l’Opposition démocratique de Serbie conduite par Vojislav Kostunica et Zoran Djindjic. Le noyau militant *Otpor* qui joua un rôle décisif dans cette opération, reçut du gouvernement étasunien, d’après l’information divulguée par celui-ci, des subsides d’un montant s’élevant à environ 72 millions de dollars. Tactique qui sera appliquée lors d’événements semblables, à savoir lors des fameuses révolutions colorées fomentées pour installer des régimes d’obédience : notamment en Géorgie à travers la dite révolution des Roses en novembre 2003 amenant au pouvoir le fantoche Saakashvili, puis en Ukraine à travers la révolution baptisée orange intronisant le tout aussi fantoche Iouchtchenko, en décembre 2004.

Le 28 juin 2001, le jour sacré de Vidovdan pour les Serbes, en souvenir de la bataille homérique de Kosovo entre eux et les Turcs en 1389, Milosevic est mis aux fers et livré au tribunal de La Haye, qualifié à juste titre par les mal-pensants d’inquisition antiserbe, puisqu’elle est financée

par les Etats de l'OTAN. Comme l'enfer réclamait son lot de victimes, d'autres personnalités politiques et militaires serbes furent déférées par la suite au tribunal de La Haye. La magistrate suisse Carla Del Ponte qui en fut nommée la procureure, ne cessera des années durant de sévir contre les Serbes, en fermant quasiment les yeux sur les crimes des autres, des Albanais, des Bosniaques et des Croates, sans parler des crimes de l'OTAN hissés au rang de bonnes actions.

Le monstre s'étant senti pousser des ailes durant la guerre contre la Serbie, l'OTAN se lança, en octobre 2001 dans sa deuxième guerre, celle d'Afghanistan, accusé d'abriter les bases de l'organisation terroriste Al-Qaïda présumée responsable de l'attentat du World Trade Center à New-York, le 11 septembre 2001. Des voix n'ont cessé, depuis, de se faire entendre, expliquant que cette tragédie, qui se solda par environ 3.000 morts, n'était en fait qu'une monstrueuse machination du gouvernement américain afin de pouvoir, sous prétexte de la lutte contre le terrorisme, entreprendre une guerre de conquête visant d'importants territoires stratégiques en Asie centrale. Les talibans, jusqu'alors enfants chéris de l'Amérique, en devinrent, à partir du moment où ils refusèrent de continuer d'obtempérer, ses pires ennemis. Et leur chef, fondateur d'Al-Qaïda, Bin Laden, créature américaine lors de l'occupation soviétique de l'Afghanistan et que l'on retrouve apparemment en Bosnie, de faire l'objet d'une longue traque qui ne devait se terminer que par son assassinat le 2 mai dernier au Pakistan, à moins qu'il ne fût mort bien avant de mort naturelle.

Une guerre qui s'éternise au prix d'immenses malheurs pour les Afghans, mais aussi provoquant des milliers de morts et de blessés dans les rangs de la coalition. Les meurtres d'innombrables civils afghans innocents, mis officiellement sur le compte de dégâts collatéraux, ont pris de telles proportions que le président fantoche Hamid Karzaï lui-même a récemment pu évoquer le départ des troupes de l'OTAN, qui de toute façon est envisagé par le gouvernement américain, l'OTAN ne pouvant venir à bout de la résistance afghane.

Pendant, la boîte de Pandore une fois ouverte avec le Kosovo, les maux, prenant de l'ampleur, ne tardèrent pas à s'en échapper: le 20 mars 2003, l'OTAN, sans la France et l'Allemagne, débute sa troisième guerre, celle contre l'Irak avec l'intention de renverser le régime de Saddam Hussein faussement accusé de fabriquer des armes de destruction massive, opération baptisée *Iraqi Freedom* qui soumit la terre de Mésopotamie où vit le jour la première civilisation, à la barbarie de nos humanistes. En effet, l'Irak demeure plongé dans un véritable enfer du fait d'un million de morts et peut-être autant de blessés, du fait de 4 millions de réfugiés, du fait de la contamination de l'environnement par l'uranium appauvri, et du déchaînement quasi quotidien de la terreur exercée par les islamistes fondamentalistes qui n'existaient point sous Saddam. A ceux, bien majoritaires, qui s'opposaient à cette guerre, les sempiternels pousse-au-crime, tels que Bernard Kouchner, André Glucksmann, Bernard-Henri Lévy et le restant de la clique instigatrice de l'agression, rétorquaient: puisque l'on a réussi au Kosovo il n'y a pas de raison que l'on ne réussisse pas en Irak. On voit aujourd'hui la réussite: huit ans après tant de malheurs et des sommes astronomiques englouties, les Américains avec leurs affidés sont sur le point de décamper. Encore un désastre consécutif à celui du Kosovo.

L'administration onusienne de la province serbe n'ayant cessé d'agir en collusion avec les Albanais, ceux-ci déclenchèrent, le 17 mars 2004, un pogrom à vaste échelle sur le restant des Serbes du Kosovo en les violentant, en les forçant de quitter leurs foyers, en se saisissant de leurs biens ou en les détruisant, sans épargner leurs églises, une trentaine s'ajoutant à la centaine vandalisées en 1999. Le prétexte pour cette vague de terreur sous l'œil indifférent ou presque de l'occupant otanien, fut la désinformation répandue par les médias albanais selon laquelle des garçons serbes avaient poussé trois garçons albanais dans la rivière Ibar en crue qui les avait emportés. Une désinformation que même l'UNMIK, pourtant si favorable aux Albanais, finira par démentir.

La connivence entre les responsables occidentaux et les anciens chefs de l'UCK, convertis en politiciens, était telle que l'un des plus redoutables d'entre eux, Ramus Haradinaj, fut nommé, en décembre 2004, premier ministre du Kosovo. Mais il s'avéra bientôt qu'il avait commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, de sorte qu'il dut abandonner son poste et être transféré à La Haye où il fut jugé, puis relâché en 2008, faute de preuves. Et pour cause, puisque dans son cas, comme dans plusieurs autres, les témoins avaient été liquidés. Néanmoins, il sera de

nouveau arrêté en 2010 pour être rejugé.

Venue brièvement en amazone de la communauté internationale, le 29 juillet 1999, au Kosovo afin d'y sceller en compagnie de Kouchner le méfait de celle-ci sur les Serbes, Madeleine Albright devait y revenir au début de l'année 2004 en tant que *businesswoman* prospère pour recueillir ses dividendes bien mérités. Son *Albright Group* avait mis la main sur *Ipko Net*, la téléphonie mobile du Kosovo, après l'éviction d'un *tycoon* local, Ekrem Luka, qui fut menacé de poursuites pour crimes de guerre et d'interdiction de visa pour les Etats-Unis. Pareillement, certains hauts fonctionnaires de l'Unmik s'embrigadèrent, à l'expiration de leur mandat, comme conseillers dans le gouvernement de Thaci.

Quant à Slobodan Milosevic, il fit face durant près d'un lustre à l'inquisition de La Haye, démolissant point par point les chefs d'accusation portés contre lui, confondant les témoins, démontrant la responsabilité des autres dirigeants yougoslaves, ainsi que de leurs mentors étrangers dans la dislocation tragique de la Yougoslavie, dont il était désigné comme le seul coupable. Son livre *My Defense* témoigne de ce combat surhumain, livre traduit en plusieurs langues dont le français sous le titre *Ma vérité*, publié par les *Editions du Verjus*, une émanation de l'association *Vérité et Justice* créée par la revue mensuelle *B. I. Balkans-Infos*, qu'un groupe d'intellectuels français et serbes avec Louis Dalmas, a fondée à l'époque où sévissait la pire désinformation sur les événements en ex-Yougoslavie, et qui naturellement existe toujours. Ne sachant quoi faire de ce prisonnier dont on ne pouvait venir à bout, le tribunal de Carla Del Ponte laissa mourir Slobodan Milosevic, le 11 mars 2006, faute de lui avoir prodigué les soins nécessaires qu'exigeait sa santé compromise durant des années d'enfermement. Cependant, un autre célèbre prisonnier serbe, éminent juriste et historien, Vojislav Seselj, fondateur du Parti radical serbe, continue avec le courage du héros mythique à faire face au fléau, tout en espérant ne pas subir le même sort que celui de Slobodan Milosevic.

Cependant, en dépit du basculement du Kosovo, au lendemain de la guerre contre la Serbie, dans les griffes de la mafia, dans le crime organisé, dans la corruption, dans le trafic en tous genres y compris celui des êtres humains, les politiciens de l'Ouest, loin de reconsidérer leur politique kosovienne incitèrent, bien au contraire, les dirigeants kosovars avec Hashim Thaci en premier lieu, à proclamer le Kosovo Etat indépendant. Ceux-ci le firent, le 18 février 2008, en violation totale de la résolution 1244 du Conseil de sécurité de juin 1999 qui, nous l'avons vu, garantissait le maintien de la province au sein de la Serbie. Le président Sarkozy avec son ministre des Affaires étrangères qui n'était autre que Bernard Kouchner, lança un appel vibrant aux membres de l'Union européenne afin qu'ils reconnaissent unanimement l'Etat kosovar. L'auteur de ces lignes lui adressa via Internet une lettre ouverte intitulée *Prôner la civilisation à Paris, cautionner la barbarie au Kosovo*, que reprit une douzaine de sites et qui est toujours accessible sur le réseau.

Chose faite, excepté par les cinq Etats de l'Union ayant des problèmes avec leurs propres minorités, à savoir la Grèce, la Roumanie, la Slovaquie, l'Espagne, ainsi que Chypre. Devant l'évidence de l'arbitraire qui régnait au Kosovo, les Européens sous l'égide des Américains créèrent, en décembre 2008, un organisme nommé EULEX (*European Union Rule of Law Mission in Kosovo*), afin d'aider tant soit peu leur avorton d'Etat kosovar à faire ses premiers pas. Et naturellement, depuis que la communauté internationale moyennant le crime de l'OTAN en avait accouché, l'avorton se trouvait sous la perfusion, chiffrée en milliards d'euros, de ses parrains.

Tout au long du conflit kosovien et durant la période qui suivit, en dépit du fait que des hommes et des femmes de conscience de par le monde n'avaient cessé, dans la mesure de leur moyens, de clamer la vérité sur le Kosovo, scandaleusement occultée par les responsables politiques et médiatiques de l'Ouest, rien n'était valable ni crédible venant du côté des Serbes ou de leurs amis, seules ayant droit de cité les vérités officielles *politically correct*. Or, le printemps 2008 vit venir un peu de lumière d'où on l'attendait le moins, à savoir de la part de Carla Del Ponte elle-même. Piquée dans son amour-propre suite à son remplacement par le juriste belge Serge Brammertz à la tête du tribunal de La Haye, ou bien touchée par la grâce du repentir d'avoir sévi contre les Serbes, elle publia, au mois d'avril, un livre intitulé *La Chasse, moi et les criminels de guerre*, qui allait être explosif.

C'est qu'elle y révélait que durant les événements du Kosovo, les chefs de l'UCK, loués à l'Ouest comme les combattants de la liberté et dont la cause avait mis en branle la plus grande force de l'univers, l'OTAN, se livraient à des crimes épouvantables tant sur les Serbes que sur les Albanais loyaux à l'égard de la Serbie, notamment à la sinistre pratique de l'extraction d'organes humains et de leur commerce. En outre, elle affirmait que toutes les tentatives d'enquête de la part de son tribunal s'étaient heurtées à des obstacles insurmontables, soit que les responsables de l'UNMIK se taisaient, soit que l'on procédait à la liquidation des témoins albanais gênants. Soudain les Albanais qui jusqu'alors voyaient en Carla Del Ponte l'incarnation de la Justice, qui l'adulaient à l'instar de Mère Teresa, béatifiée par le pape, ou à l'instar de Madeleine Albright, promue par l'écrivain Ismaïl Kadaré, *tante de tous les Albanais* pour avoir fait guerroyer l'Amérique du côté albanais, se mirent à l'outrager, n'étant plus en reste derrière son célèbre captif Vojislav Seselj qui alla, dans un livre consacré à sa geôlière, jusqu'à la traiter de prostituée, vu le peu d'impartialité dont faisait preuve son tribunal. Quant à l'Etat suisse, qui compte une importante minorité albanaise et qui, par là même, avait aussitôt reconnu l'Etat fantoche kosovar, il essaya d'étouffer l'affaire en reléguant Carla Del Ponte à l'autre bout de la planète en tant qu'ambassadrice de Suisse en Argentine.

Grisés par leurs tristes exploits au Kosovo, les otaniens dont le rôle principal se trouve toujours joué par les Américains, ne tardèrent pas à se livrer à des gesticulations ayant pour but l'installation d'un bouclier antimissile en Europe centrale et orientale, en Tchéquie, en Pologne, en Roumanie, afin de contrer la menace qui viendrait de l'Iran sur quelques 900 millions de gentils, paisibles et pacifiques Européens et Américains. En fait, c'était une manigance, une de plus depuis la chute du mur de Berlin, contre la Russie qui, en cas de réalisation de ce projet, se trouverait à la portée immédiate et presque instantanée de ces missiles. Depuis l'arrivée de Barack Obama à la Maison Blanche, l'affaire semble plus ou moins mise en sourdine, à l'exception toutefois de la Roumanie qui vient de commettre une grosse imprudence en acceptant de prêter son sol à l'installation des éléments de ce fameux bouclier.

C'est dans ce climat malsain d'hostilité envers la Russie que le pitre géorgien Saakashvili, à l'instigation de ses maîtres de l'Ouest, lança, dans la nuit du 7 au 8 août 2008, une offensive sur l'Ossétie du Sud afin de recouvrer l'intégrité territoriale de la Géorgie, cette province avec celle de l'Abkhazie voisine se trouvant, depuis l'éclatement de l'Union en 1992, dans le cadre de la Fédération de Russie. La riposte de celle-ci fut foudroyante, l'invasion fut repoussée et la débâcle en quelques jours consumée. C'est en vain que la Russie fut vilipendée par les médias euro-américains, que l'OTAN gesticula des menaces envers elle en envoyant ses navires dans la mer Noire, que d'aucuns, comme Kouchner, prônèrent des sanctions internationales, sinon la guerre, contre elle qui n'en tint absolument pas compte, mais alla jusqu'à laisser les Ossètes proclamer leur province Etat indépendant. Les Occidentaux crièrent à la violation du droit international, à l'atteinte à l'intégrité territoriale de la Géorgie, mais la réponse du berger à la bergère ne se fit pas attendre, les Russes invoquant le précédent de l'atteinte à la souveraineté de la Serbie par la reconnaissance du Kosovo, berceau de la nation serbe, comme un second Etat indépendant albanais dans les Balkans. Alors, pourquoi pas un Etat indépendant ossète dans le Caucase?

Bien que pressée par les puissances de l'Ouest de reconnaître leur marionnette d'Etat kosovar afin qu'elle puisse envisager l'entrée dans l'Union européenne, la Serbie s'opposa farouchement à cette reconnaissance et porta l'affaire, en octobre 2008, devant l'Assemblée Générale de l'ONU en faisant valoir que le droit international, à travers la transformation de sa province du Kosovo en un Etat étranger, avait été violé. Elle en obtint un succès diplomatique, puisque l'écrasante majorité des Etats votèrent pour la résolution de la Serbie, mais les Occidentaux essayèrent de noyer le poisson, de sorte que le contentieux fut porté devant la Cour Internationale de Justice de La Haye qui, en juillet 2010, publia l'avis selon lequel le droit international par les dirigeants albanais et leurs parrains de l'Ouest n'avait pas été violé. Il reste que sur environ 192 Etats que comptent l'ONU, seules quelques dizaines ont jusqu'à présent reconnu l'Etat croupion kosovar. Les grands pays, tels que la Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, ne l'ont pas fait. Nombre de pays islamiques, dont la Libye, non plus.

Malgré la conspiration du silence sur le Kosovo, entretenue par les fauteurs du mal et les médias sous leur coupe, nombre de commémorations en Serbie et dans le monde, organisées en mars

2009, à l'occasion du dixième anniversaire du martyre de la Serbie, victime de l'OTAN, fit rompre ce silence. La plus importante de ces manifestations fut la conférence internationale qui se tint le 24 et le 25 mars sous les auspices du Forum de Belgrade animé par Zivadin Jovanovic, ministre des Affaires étrangères durant les événements du Kosovo. Ce fut l'occasion pour une cinquantaine de personnalités de divers pays de s'exprimer de la façon la plus défavorable sur la guerre de l'OTAN contre la Serbie. Leurs interventions se trouvent réunies en un gros volume, intitulé *The Twilight of the West*. La conscience de la planète aura parlé, notamment à travers la voix de Pierre-Marie Gallois, de Louis Dalmas, de Michel Collon, de Franz Weber, de Michel Chossudovsky, de Rick Rozoff, de Neil Clark, de Velko Vekanov, de Serge Babourine, de Ramsay Clark, de Diana Johnstone, de Yelena Guskova, de Jean Visconti, de Fulvio Grimaldi, d'Alexandre Latsa, de James Bissett, de Jürgen Elsässer, de Willy Wimmer, de Thanassis Paphilis, d'Elmar Schmelling, de Kadaru Prabhakar Rao, de Soccoro Gomes et de nombreux autres.

Par contre, les voix des malfaiteurs et de leurs thuriféraires, si tonitrueuses dix ans plutôt, furent quasiment absentes à l'occasion de cet anniversaire qui, toutefois, ne resta pas sans être marqué de façon plutôt aléatoire par le principal protagoniste de la guerre du Kosovo, Bill Clinton, depuis en retraite. Heureusement pour le monde, aimerait-on dire, si son successeur George Bush n'avait pas continué dans la même voie. Clinton se rendit, le 1^{er} novembre 2009, au Kosovo – le criminel revient sur le lieu de son crime qu'il avait fait commettre du haut du ciel – pour inaugurer à Pristina sa propre statue dorée, mesurant plus de 3 mètres, élevée en haut du boulevard portant son nom. Il fut accueilli par une multitude d'Albanais en délire, le glorifiant comme leur héros, leur libérateur, lui témoignant son attachement sans bornes et perpétuant la tradition de leurs aînés qui en avaient fait autant en 1941, en s'écriant: *le baba (père) Hitler est arrivé* ou, plus loin encore, celle de leurs ancêtres qui s'enorgueillissaient d'être les *meilleurs fils du sultan*. De sa voix gutturale, Clinton exprima sa satisfaction en caquetant qu'il n'avait jamais pensé que quelqu'un le représenterait aussi grand.

Et alors qu'il avait transformé le Kosovo en un véritable ghetto pour les Serbes et en une création mono-ethnique, corrompue et mafieuse, il se lança dans les éloges de la libre démocratie, *free democracy*, que sa guerre contre la Serbie aurait permis de voir s'épanouir au Kosovo. Il promit que son épouse Hillary, Secrétaire d'Etat de l'Administration Obama, veillerait sur eux en bonne mère, comme il l'avait fait en bon père. Une affaire de famille! Sauf que le haut visiteur n'avait pas apporté son fameux saxophone pour que la musique de cet instrument se mêlât à celle des instruments indigènes qui accompagnaient bruyamment la cérémonie.

Clinton fut suivi, le 8 juillet 2010, par son acolyte Tony Blair dont la visite se révéla l'occasion que lui soient présentés huit garçons albanais nommés d'après son prénom Tony qui, en même temps que son nom, restera comme l'un des plus infâmes de l'histoire du fait d'avoir engagé son pays dans des crimes contre trois nations qui n'avaient point nui à la Grande-Bretagne, à savoir la Serbie, l'Irak et l'Afghanistan. Bien au contraire, la Serbie durant les deux guerres mondiales avait combattu aux côtés de l'Angleterre et de la France, alors que les Albanais ont été exactement du côté adverse. Qui plus est, lors de cette visite, Blair beugla que, jusqu'en 1918, le Kosovo n'avait jamais fait partie de la Serbie, alors que, comme tout le monde le sait, il en fut le berceau dès sa création à l'époque médiévale.

Entre temps se produisit au Kosovo un événement qui serait historique s'il n'était pas grand-guignolesque: le 1^{er} mars 2010, Bernard Kouchner, en visite dans la province du Kosovo, fit un tour dans l'enclave serbe de Gratchanitsa où, lors de la conférence de presse, un journaliste lui demanda s'il était au courant de l'affaire du trafic d'organes humains qui se déroulait à l'époque où il était le chef de l'UNMIK. Kouchner joua l'étonné, éclata d'un rire forcé et insulta le journaliste en lui recommandant d'aller se faire soigner.

Près d'un an après son époux, Hillary Clinton, secrétaire du Département d'Etat, visita, le 13 octobre 2010, le Kosovo et loua, elle aussi, la plus jeune démocratie, *the youngest democracy* ! Dire le contraire de la vérité et agir contrairement à la réalité, tel est devenu aujourd'hui le mode de gouvernement. De même que l'information, tout au moins dans les cas qui nous occupent, a dégénéré en désinformation. Naturellement, la ministre posa devant les caméras au pied de la statue dorée de son adoré mari, le temps ayant estompé les pratiques fellatrices avec la stagiaire

dans le Bureau ovale que l'on avait rebaptisé Bureau oral.

Cependant, la fin de l'année 2010 s'avéra calamiteuse pour la communauté internationale ayant accouché de l'Etat fantoche kosovar: le 16 décembre, le magistrat et sénateur suisse Dick Marty, chargé deux ans plutôt par le Conseil de l'Europe d'enquêter sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Kosovo perpétrés par l'UCK, avant, pendant et après l'intervention de l'OTAN, présenta à Paris son rapport accablant sur le trafic d'organes mettant en cause les dirigeants kosovars en commençant par le premier d'entre eux, Hashim Thaci. Le 25 février 2011, le rapport fut adopté par le Conseil de l'Europe à une écrasante majorité, et cela malgré les menaces du premier désigné, Hashim Thaci, d'intenter une action en justice contre Dick Marty, et la campagne qui fut lancée contre celui-ci tant parmi les Albanais du Kosovo que ceux d'Albanie et du Monténégro.

Le rapport mettant en cause également les personnalités de l'UNMIK et de l'EULEX, l'image du premier gouverneur onusien du Kosovo, Bernard Kouchner, déjà fortement écornée par tant de compromissions, fut mise en lambeaux. La bouffonnerie de Gratchanitsa inonda les sites, de même que la fameuse photo où on le voit au lendemain de la guerre, grimacer en compagnie de quatre bourreaux du Kosovo, le général Wesley Clark, le général Michael Jackson, le général Agim Ceku et le chef de l'Uçk, Hashim Thaci, les mains mêlées en démonstration de l'entente et de l'harmonie parfaites.

C'est en vain qu'il essaya de minimiser les effets dévastateurs du rapport de Dick Marty, qui soudain dévoilait pour qui l'on avait guerroyé, de qui l'on avait été les mercenaires volontaires, à quoi les élites de l'Ouest s'étaient attelées. On se mit à parler, y compris le journal local albanais *Koha Dittore*, de l'horreur des camps de l'UCK en Albanie où l'on enfermait, torturait et charcutait les Serbes, et où l'on maltraitait les Albanais qui demeuraient loyaux vis-à-vis de l'Etat serbe ou qui tout simplement refusaient d'approuver les méthodes terroristes de l'UCK et de lui prêter concours. Les mêmes médias comme *Le Monde* ou le *New York Times*, qui avaient servi d'officines à la propagande antiserbe, publiaient enfin des textes véridiques. D'autres, comme *l'Independent* et le *Times*, qui avaient fait paraître quelques avis contraires au plus noir de la diabolisation des Serbes, firent état de rapports secrets des services occidentaux sur les crimes perpétrés par les membres de l'UCK, parfaitement connus par les chancelleries, mais aussi par l'OTAN et l'UNMIK, mais volontairement tus pour ne pas nuire à l'image de leurs protégés. Les politiciens de l'Ouest n'ont-ils pas agi tout au long du drame kosovien en complices, en mercenaires des Albanais, et en persécuteurs des Serbes? Mais confrontés à l'évidence, ils se décidèrent, quoiqu'à contrecœur, de faire pression sur le gouvernement de Thaci pour que soient arrêtés certains de ses compagnons d'armes et qu'un procès soit entamé à Pristina même, en attendant le jour où s'ouvrirait le procès de Thaci en personne.

Le saint évêque Nikolai, prophète et prédicateur serbe, l'avait bien dit: "Enfermez la vérité, broyez-la, brûlez-la, et allez vous coucher pour dormir, vous la verrez le lendemain au réveil, se dresser devant vous en montagne menaçante". C'est ce qui s'est passé avec la vérité sur le Kosovo. Etouffée, occultée, vouée aux gémonies, elle continuait de luire dans la nuit kosovare qui suivit l'occupation otano-albanaise de la province jusqu'au moment où le brave Dick Marty, à l'instar de Guillaume Tell dont la flèche ne manqua pas son tourmenteur, visa au cœur de l'imposture qu'en Occident même un nombre important d'hommes et de femmes de vérité n'eut de cesse de dénoncer.

Par ailleurs, son enquête a démontré toute la nécessité de l'existence de la Suisse en tant qu'Etat neutre et en dehors de l'Union Européenne, car il est certain que nulle personnalité d'un Etat appartenant à celle-ci n'aurait jamais eu le courage moral de contredire l'aberrante politique européenne et étatsunienne conduite à l'encontre du Kosovo. Malgré les tentatives de la minimiser, voire de l'étouffer, l'affaire du monstrueux trafic d'organes humains par les chouchous d'Albright et compagnie, vient d'être portée en ce mi-mai devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Non sans que la France, qui préside actuellement cet organisme, essaie de dévier l'affaire afin de protéger sa plus grande gloire interventionniste, son prophète de l'ingérence humanitaire, Bernard Kouchner, bien évidemment.

Cependant, au lieu de tirer leçon de ce salutaire éclatement de la vérité, l'on fit tout pour reproduire le scénario kosovien, comme si, une fois engagée, la dynamique du mal, désormais, ne

pouvait être arrêtée. Ainsi, le 19 mars 2011, furent déclenchées, à l'initiative du président Sarkozy, par la France, l'Angleterre et les Etats-Unis, en prélude à l'action commune de l'OTAN, les frappes aériennes contre la Libye sous prétexte de se porter au secours des insurgés contre le régime de Mouammar Kadhafi, comme l'OTAN il y a douze ans vola au secours des rebelles albanais contre le régime de Slobodan Milosevic. Avec la même effrayante disproportion de forces, avec la même rage destructrice, avec la même irresponsabilité d'infliger des dégâts irréparables à l'environnement, avec la même perversion de vouloir remédier à un mal en provoquant des maux innombrables, avec la même inconscience dans la dilapidation de sommes astronomiques en pleine crise économique, avec la même propagande éhontée qui fait frémir d'aise l'ombre de l'ancêtre Goebbels, avec le même aveuglement d'aller jusqu'au bout pour gagner, quitte à exterminer jusqu'au dernier des six millions de Libyens, comme l'on était prêt à le faire sur autant de Serbes.

Hier en Serbie, en Afghanistan et en Irak, aujourd'hui en Libye, demain peut-être en Syrie et en Iran, au risque de conséquences encore plus terrifiantes, les forces du mal, catalysées au Kosovo, continuent d'être à l'œuvre: on ne cesse de courir de désastre en désastre, mais on s'accorde le satisfecit, comme s'il s'agissait de réussites, naturellement des droits de l'homme et la démocratie. Du reste, il eût été illusoire de s'attendre de la part de tels coryphées du genre humain que sont les dirigeants américains et européens, à ce qu'ils acceptassent de reconsidérer l'œuvre de leurs prédécesseurs, de même que la leur propre. Toutes proportions gardées, Chateaubriand l'avait bien dit: "Lorsqu'on ne peut effacer ses erreurs, on les divinise".

C'est qu'avec la guerre du Kosovo l'on semble être irréversiblement entré dans une spirale maudite, dans un cycle de violences à grande échelle, comme si ceux qui s'imaginent maîtres du monde, étaient saisis d'un vertige du mal, comme s'ils avaient perdu le contrôle des coursiers de l'apocalypse, enfourchés il y a douze ans au Kosovo, de sorte que ceux-ci, débridés, risquent d'entraîner le monde dans l'abîme.

Kommen BECIROVIC.

Paris, le 15 mai 2011.